

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : AFR 25/018/2007 (Public)

Bulletin n° : 138

ÉFAI

20 juillet 2007

Éthiopie. Libération de dirigeants de l'opposition et de journalistes

Amnesty International a salué, ce 20 juillet, la libération de 38 responsables d'un parti d'opposition, d'un défenseur des droits humains et de quatre journalistes, détenus depuis novembre 2005. Ils ont bénéficié d'une grâce quatre jours après avoir été condamnés pour la plupart à l'emprisonnement à vie et la privation de leurs droits politiques, les autres accusés ayant reçu des peines allant jusqu'à quinze années de prison. Amnesty International considérait la plupart de ces personnes, sinon toutes, comme des prisonniers d'opinion.

Amnesty International a exprimé l'espoir que cette mesure importante de réconciliation nationale constituera une étape vers un objectif plus ambitieux : le respect des droits humains en Éthiopie.

Amnesty International renouvelle son appel à la libération de deux autres prisonniers d'opinion accusés avec les personnes libérées, mais dont le procès continue la semaine prochaine. Contrairement aux autres accusés, ces deux prisonniers avaient choisi de présenter leur défense. Il s'agit de Daniel Bekele et Netsanet Demissie, militants de la société civile, et non membres de la Coalition pour l'unité et la démocratie (CUD). Kifle Tegeneh, autre prisonnier d'opinion, élu au parlement en 2005, a vu son procès reporté au mois d'octobre.

Ces 38 personnes ont été arrêtées après des manifestations contre les résultats officiels de l'élection parlementaire de 2005, au cours de laquelle les forces de sécurité ont tué 187 personnes et des manifestants ont tué six policiers.

Les 38 personnes concernées ont bénéficié d'une grâce présidentielle et leurs droits politiques ont été restaurés, après avoir soumis une lettre reconnaissant des « *erreurs commises individuellement et collectivement* », en lien avec les élections de 2005.

Parmi ces personnes figurent les dirigeants de la CUD Hailu Shawel, Birtukan Mideksa, Berhanu Negga et Yakob Hailemariam, professeur d'université ; Mesfin Woldemariam, universitaire et fondateur du Conseil éthiopien des droits humains, et le journaliste Andualem Ayele.